

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 359 DU JEUDI 19 DECEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

INTERVIEW

LA CEDEAO ATTENDUE À CONAKRY P.3

« Il faut donner la priorité au dialogue » (Ahmed Kéita, président UDPG)



Édito à vue d'Aigle

Dans l'attente d'une mission de la CEDEAO !

Le dimanche 15 décembre 2024, il s'est tenu à Abuja, la capitale nigériane, la 66^e session de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). C'était sous la Présidence du chef de l'Etat nigérian, Bola Ahmed Tinubu. A cette occasion, plusieurs sujets ont été abordés et des décisions prises pour la bonne marche de l'organisation sous-régionale... P.2

GUINÉE

P.2



GUINÉE

P.3



L'AN 1 DE L'EXPLOSION DU DÉPÔT DE CORONTHIE P.4



KALOUM

Un sit-in des enseignants tué dans l'œuf, une dizaine d'entre eux blessés et d'autres arrêtés P.5

AFFAIRE HABIB MAROUANE CAMARA P.6

L'épouse du journaliste enlevé interpelle le président Doumbouya

TRIBUNE

P.7

Le cirque ambulancier de la transition (Par Tierno Monémbo)

Édito à vue d'aigle



Dans l'attente d'une mission de la CEDEAO !

Le dimanche 15 décembre 2024, il s'est tenu à Abuja, la capitale nigérienne, la 66^{ème} session de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). C'était sous la Présidence du chef de l'Etat nigérien, Bola Ahmed Tinubu. A cette occasion, plusieurs sujets ont été abordés et des décisions prises pour la bonne marche de l'organisation sous-régionale.

Concernant la Guinée du général Mamadi Doumbouya, tombé du professeur Alpha Condé, la Conférence, dans son communiqué final, a exhorté les autorités guinéennes à poursuivre les actions en vue de la mise en œuvre de la feuille de route pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel, d'une manière inclusive et participative. Elle a par

ailleurs instruit la Commission d'aider la Guinée à mobiliser auprès des partenaires les ressources financières et techniques nécessaires pour faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel. « La Conférence instruit la Commission de déployer une mission de haut niveau pour échanger avec les autorités et les acteurs politiques en vue de convenir des modalités de l'accélération de la feuille de route de la transition et de la mobilisation des ressources nécessaires à cette fin », peut-on lire également dans le communiqué final de la 66^{ème} session de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Pour rappel, en 2022, cette organisation et les autorités de Conakry ont signé solennellement un accord dynamique portant sur un chronogramme de 24 mois (à compter du 1^{er} janvier 2023). Mais depuis cette signature, force est de constater que beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot politique guinéen. A quelques jours du 31 décembre 2024 marquant théoriquement la fin de la transition CNRD, des acteurs sociopolitiques, non des moindres, accusent ouvertement le CNRD et son président de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. C'est le cas notamment des Forces vives de Guinée (FVG), auxquelles appartiennent les trois poids de la scène politique guinéenne, que sont le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR. Une structure dont l'antenne France projette d'organiser le 28 décembre prochain une manifestation place de la République à Paris pour prouver à la face du monde que la transition CNRD est loin d'être sur la bonne voie en Guinée.

Et la question que l'on serait tenté de se poser est de savoir ce que peut la CEDEAO dans la résolution de la crise qui pointe à l'horizon en Guinée. Une organisation qui, on le sait, est de plus en plus décriée et qui vient d'acter le départ programmé des trois Etats de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger).

En attendant la venue de cette fameuse mission de haut niveau de la CEDEAO dans leur pays, les Guinéens croisent les doigts.

Kéfina Diakité

Dr Faya Lansana Millimouno demande une deuxième négociation pour décrier la transition

Le président du Bloc Libéral a fait une sortie musclée contre les autorités de la transition. Dr Faya Lansana Millimouno, a peint en noir les derniers développements de ce processus. Une déception, qu'il a exprimé le mardi, 17 novembre 2024 à l'occasion d'une conférence, tenue à la maison de la presse.



Pour une sortie de crise, cet acteur politique souhaite la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

À la prise du pouvoir par la junte, Dr Faya Lansana Millimouno était l'un des leaders politiques qui avaient une confiance aveugle aux premiers discours du Président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, Colonel à l'époque. De plus en plus, des discours changent, alors que la fin de la transition comme conclu entre la CNRD et la CEDEAO, n'est plus qu'une question de jours

« Trois ans et quelques mois après, on ne sait même plus le vocabulaire qu'on utilise aujourd'hui pour nommer ce dans quoi nous sommes. Est-ce une transition ? Une refondation ? Une période transitoire ? D'autres nous parlent de Simandou 2024. Voici un autre gros mensonge, qu'il faut que les Guinéens comprennent », a martelé le politique.

La nomination de Bah Oury à la tête du gouvernement avait suscité une lueur d'espoir chez les populations, en particulier les acteurs politiques. De l'avis de Dr Faya, la venue de leur collègue à la primature a plutôt compliqué davantage les relations

civilo-militaires.

« Bah Oury à la primature, on a pensé que les relations avec le pouvoir militaire allaient connaître une amélioration substantielle. Mais c'est maintenant que la situation est devenue de plus en plus crispée. On arrive même plus à savoir si on a droit à un dialogue dans ce pays », regrette le président du BL.

De l'insécurité en passant par les cas de kidnapping et disparitions forcées, les morts en détention, les mouvements de soutien ou encore le rapatriement des Léonais, sont entre autres maux dénoncés par le leader de la Coalition pour la Rupture. Pour décrypter cette situation, Dr Faya pense qu'il est impératif de mettre en place un gouvernement de consensus. « Nous avons besoin d'une renégociation de la deuxième phase de cette période transitoire, que nous voulons courte, dirigée par un gouvernement de mission, et qui va avoir des missions précises à accomplir dont entre autres : prendre l'une des constitutions qui a été la plus consensuelle. Si ça a besoin d'un toilettage, en deux semaines, cela peut être fait et soumis au référendum. Je pense par exemple à la constitution

de 2010. Parce que celle de 2020, le projet qui a été soumis et ce qui a été publié, il y a un océan entre les deux. Donc, c'est pour permettre aux Guinéens, d'aller vers un retour à l'ordre constitutionnel, cela passe aussi par une révision du fichier électoral pour doter la Guinée d'un fichier », a-t-il proposé.

La fin de la transition prévue le 31 décembre 2024, n'est pas une préoccupation pour la CPR. Les membres de cette coalition souhaitent seulement que le Général Doumbouya ne se présente pas à l'élection présidentielle. « On veut créer une situation pour dire c'est le peuple de Guinée qui a demandé au Général Mamadi Doumbouya d'être candidat, je dis non. C'est un terrain sur lequel le Général ne peut jamais gagner contre Alpha Condé. L'autre, il était champion là-dedans. C'est pourquoi, personnellement je continue à donner le bénéfice du doute parce que quand je vois encore l'interview du Général avec Alain Foka, qu'il est de bonne foi. Mais en Guinée, pour rester de bonne foi, il faut fermer les oreilles aux gens qui viennent nous siffler à l'oreille qu'on est le plus beau, le plus intègre. (...) Les mêmes personnes qui disent aujourd'hui au Général Doumbouya que si vous quittez, le pays va tomber dans les mains de mécréants, c'est eux-mêmes qui avaient encouragé le Professeur Alpha Condé dans son troisième mandat. Aucun d'eux ne se pose la question aujourd'hui, quel est le sort d'Alpha Condé ? Qu'il n'aille pas sur ce terrain. N'oublions pas que quand, le Général est arrivé, il a mis la main sur le Coran et la Bible. On peut jurer sur la constitution et l'appeler par après un chiffon mais on ne peut pas jurer sur la Bible et le Coran et penser que si on fait le contraire, Dieu va nous pardonner, ce n'est pas possible », a-t-il prévenu.

Pour le président du BL, son souhait et celui de sa coalition qui est la CPR, est de sauver la transition. Mais cela passe nécessairement par le dialogue.

Samuel Demba. D

TRANSITION OU REFONDATION Le RPG Arc-en-ciel répond à Ousmane Gaoual Diallo

Le samedi 14 décembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom. A cette occasion, Aboubacar Demba Dansoko, un cadre du parti, a répondu au ministre des Transports, Ousmane Gaoual Diallo, par ailleurs porte-parole du gouvernement, qui, lors d'une de ses récentes sorties a déclaré : « le président Mamadi Doumbouya est populaire... Le peuple lui fait appel et il va incarner cette volonté ».

S'appuyant sur le cadre juridique de la transition en cours, M. Dansoko a fait remarquer ceci : « la charte de la transition est le seul texte légitime qui doit régir cette période ». Pour lui, la refondation de l'État, telle que décrite dans la charte de la transition, ne peut en aucun cas être considérée comme un processus séparé de la transition elle-même.

« La refondation fait partie intégrante de la transition et ne peut être dissociée d'elle. Le peuple n'a pas donné de

mandat à Doumbouya, il faut respecter la charte », a-t-il martelé. Et d'indiquer que toute déclaration contraire pourrait créer un vide juridique. Ousmane Gaoual Diallo, qui ambitionne d'éjecter Cellou Dalein Diallo de la présidence de l'UFDG à la faveur du congrès national qui tarde à se tenir, a soutenu que le pays serait déjà entré dans la phase de refondation, conformément à l'article 2 de la charte. Ce qui, comme il fallait s'y attendre, a fait réagir le RPG Arc-en-ciel, le parti du professeur

Alpha Condé (évincé du pouvoir le 5 septembre 2021 par le général Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales). Aboubacar Demba Dansoko demande par conséquent aux autorités de la transition de clarifier leur position et de respecter à la lettre la charte de la transition, tout en mettant en garde contre toute ambiguïté qui pourrait perturber le processus en cours dans le pays.

Kaba Kankoula

L'Aigle Infos
L'information qui s'en fait!

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdoun 2
Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de
Guinée
E-mail : laigleinfos@gmail.com - Tél. (+224) 621935388
Fondateur & Administrateur Général
Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 63
Directeur de Publication
Amadou Sadio Diallo
Rédacteur en Chef
Sekou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction
Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction
Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité,
Sekou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo
Collaborateurs:
Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Kardoris
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement,
Annonces et Pub
Oumar Kabilou Kaba
054 75 06 50
Imprimeur
Araba Barry
628463493
Imprimerie
Le Sorbo
Distribution
L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page
Mohamed Laminou Camara - 664 57 99 72
Edité par : Kéfina Bariu (Société de Régie, d'édition
et de Communication)

Interview

LA CEDEAO ATTENDUE À CONAKRY

« Il faut donner la priorité au dialogue » (Ahmed Kéita, président UDPG)

Après le dernier sommet de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest au cours duquel le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur retrait définitif de l'institution, une décision actée par les chefs d'Etat de l'organisation, la CEDEAO a décidé d'envoyer une délégation à Conakry, à moins de deux semaines de la fin de la transition, comme indigné par le pouvoir de Conakry. Ces missionnaires qui ne sont plus à leur première en Guinée, devraient rencontrer à priori à les autorités de la transition et la classe sociopolitique pour faire l'évaluation du chronogramme. Il n'est jamais trop tard de faire mieux, estime le président de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Guinée (UDPG). Ahmed Kéita ne comprend cependant, la véritable influence de cette institution dans ses Etats membres.



L'Aigleinfos : Une énième mission de la CEDEAO est annoncée à Conakry à quelques jours de la fin de la transition qui est indiquée normalement le 31 décembre 2024. Elle devra rencontrer les acteurs impliqués dans le processus de transition. Qu'attendez-vous de cette mission ?

Ahmed Kéita : Cette mission ne devrait pas attendre le dernier moment pour arriver dans le pays. Mais comme il faut le savoir, ils ont une responsabilité à assumer dans cette transition. Aujourd'hui, ils sont en perte de vitesse dans la sous-région parce que la nouvelle génération a compris que la CEDEAO n'a jamais été au côté du peuple. C'est une fédération des chefs d'Etat, ils se couvrent entre eux et protègent leurs intérêts. Ça ne peut plus marcher comme ça. Si elle veut prendre ses responsabilités, qu'elle apprenne dans son entièreté au bénéfice des peuples. Il faut qu'elle se batte pour les peuples et non les dirigeants. La preuve est que les chefs d'Etat, eux, ils sont pour un ou deux mandats, juste pour un temps. Ils

ont intérêt à se racheter sinon, dans quelques années, c'est la population de l'AES qui va augmenter.

L'Aigleinfos : La Guinée, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont un dénominateur commun qui est le coup d'Etat. Mais Conakry n'est pas intéressé par le projet de l'AES en tout cas, jusqu'à preuve du contraire. Pourquoi cette exception selon vous ?

Ahmed Kéita : Il faut tenir compte de la réalité. On n'a pas les mêmes situations malgré qu'on partage quelques difficultés. Ces pays sont en guerre, et leur rapprochement pour mener ce combat, pourra plus les aider que nous autres qui n'avons pas les mêmes problèmes.

L'Aigleinfos : Jusqu'à preuve de contraire, la transition guinéenne prend fin le 31 décembre 2024 mais jusque-là, la CEDEAO n'a fait aucune communication officiellement pour rappeler au moins cette date aux autorités. Comment trouvez-vous ce silence ?

Ahmed Kéita : C'est une preuve

d'irresponsabilité parce que quand ils discutaient les deux avec le CNRD, nous hommes politiques, nous n'étions pas là. Alors si le CNRD a envie de violer cet engagement, c'est elle qui devrait monter au créneau, le premier.

L'Aigleinfos : L'argument avancé depuis quelques temps, c'est des difficultés liées à la mise en place du chronogramme établi pour la transition. Est-ce là, une raison suffisante ?

Ahmed Kéita : La non-exécution du chronogramme est un manque de volonté politique. Nous avons participé au dialogue national qui a été sanctionné par trente-cinq résolutions. Qu'est-ce qu'ils en ont fait ? Ils les ont mis dans les tiroirs

L'Aigleinfos : Hier on nous parlait de transition et aujourd'hui, le mot qui domine, c'est la refondation. Comment vous trouvez ce changement de vocabulaire ?

Ahmed Kéita : Cela attise l'inquiétude et c'est l'une des causes de notre frustration. Nous ne savons pas ce que s'est que la refondation. Et l'inconnu fait toujours peur.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui peut être fait pour redresser cette transition, selon vous ?

Ahmed Kéita : Il faut donner la priorité au dialogue. Sur ce, c'est une déception de la part du Premier ministre qui est un politique et qui d'ailleurs, qui vient de notre inter-coalition et arrête le dialogue. C'est un peu décevant. On espérait mieux avec Bah Oury, franchement. Mais peut-être qu'il pourra se rattraper.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ahmed Kéita, président de l'UDPG !

Ahmed Kéita : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

ACTUALITE

GUINÉE

Le cri du cœur d'un journaliste au chômage depuis la fermeture du média où il travaillait



Après plusieurs mois de souffrance endurée dans le silence et la résilience espérant que leur situation allait revenir à la normale, l'un des centaines de travailleurs des médias fermés a finalement décidé de briser le silence. Djibril Kaback Camara, puisqu'il s'agit de lui, était employé au groupe HADAFO Médias. Il a décidé de prendre la parole avec des témoignages inédits des pères et mères de familles dont la dignité et même la survie sont menacées sous l'effet de leur incapacité à faire face aux charges familiales.

Dans un récit pathétique, ce journaliste a décrit son vécu tout en dénonçant la violation flagrante de ses droits les plus élémentaires qu'un Etat est censé garantir à tous ses citoyens : " Mon droit au travail et à la dignité a été brisé.

Je suis en chômage forcé, sans jamais avoir compris pourquoi. Je n'ai pas volé dans mon entreprise, je n'ai pas abandonné mon poste, et je n'ai commis aucun acte compromettant qui justifierait une telle sanction. Je faisais simplement mon travail, comme chaque jour, assis dans la salle de rédaction, lorsque le directeur des ressources humaines est entré, grave, pour nous annoncer que l'entreprise était désormais interdite de fonctionner.

L'ordre vient de l'Etat, disait-il. Ce matin-

là, mon cœur a chaviré, ma vie a basculé. Depuis ce jour, mon corps n'a plus jamais retrouvé son état d'avant. Comme si on m'avait arraché quelque chose d'essentiel. Aucun motif ne m'a été donné, juste le silence, lourd, injuste.

Aujourd'hui, je lutte pour survivre. Chaque jour est une bataille silencieuse. Je peine à nourrir mes enfants, à payer leurs frais de scolarité. Lorsque la maladie frappe, je suis impuissant, incapable de faire face. Le loyer s'accumule, l'eau et l'électricité menacent d'être coupées. À chaque instant, je ressens la douleur de l'impuissance d'un père face aux besoins de sa famille.

Mes parents, eux, sont vieux et fragiles, usés par l'âge et les maladies qui l'accompagnent. Mais que puis-je faire pour eux, moi qui n'ai plus rien ? Parfois, je passe des journées entières sans rien manger, la gorge serrée, la tête pleine de questions sans réponses.

J'ai pris mes dossiers, parcouru les rues, frappé aux portes. Mais partout, le même regard, la même réponse : je suis perçu comme un ennemi, un membre d'une équipe marquée, bannie. Pourtant, je ne suis qu'un travailleur, un homme qui demande juste le droit de vivre dignement, de subvenir aux besoins de sa famille.

Ils disent que "tous les Guinéens sont égaux en droits". C'est l'article 1 de notre constitution, la promesse de notre pays. Mais cette promesse ne concerne pas tout le monde. Elle ne concerne que ceux qui veulent accéder au pouvoir. Moi, je n'ai pas cherché le pouvoir. J'ai juste voulu faire mon travail, gagner ma vie honnêtement, et offrir un avenir à mes enfants.

Aujourd'hui, je me sens oublié, comme tant d'autres. Mais mon silence n'est pas un consentement. Ma douleur est celle de milliers d'autres voix qu'on refuse d'entendre. Car personne ne mérite que son droit au travail, sa dignité, et son espoir soient arrachés sans raison.

Le médecin est formé pour soigner ; la police et la gendarmerie sont formées pour sécuriser les personnes et les biens; le militaire est formé pour défendre la nation; les avocats sont formés pour maintenir la justice; la presse, elle, est là pour informer, éclairer, et servir de pont entre le peuple et la vérité.

Chaque métier a sa mission, sa raison d'être. Lorsque chacun accomplit son rôle avec intégrité, la société avance, la confiance s'installe, et la nation prospère.», a-t-il indiqué.

Kaba Kankalou

Samuel Demba D

MANIF DE L'ANTENNE FVG FRANCE

L'UFDG sonne la mobilisation générale

L'UFDG, le parti dirigé par Cellou Dalein Diallo, a tenu samedi 14 décembre 2024 son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Commandaya, dans la commune de Dixinn. Une occasion qui a été mise à profit pour sonner la mobilisation générale en vue de la manifestation projetée le 28 décembre prochain par l'antenne des Forces vives de Guinée (FVG) place de la République à Paris.

Les Forces vives de Guinée, dont sont membres le RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré, n'entendent pas baisser les bras face au CNRD, qu'elles accusent, à tort ou à raison, de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Leur antenne en France projette d'organiser une manifestation le 28 décembre prochain place de la république à Paris pour exiger le départ

du général Mamadi Doumbouya et ses compagnons au pouvoir depuis le 5 septembre 2021. Mamadou Bano Sow, un des vice-présidents de l'UFDG, estime que c'est une cause noble et appelle par conséquent à l'accompagnement de ce mouvement qui se bat pour le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée.

« Tous les Guinéens et toutes les Guinéennes sans exception ainsi que tous les citoyens pro-démocratie sont

solennellement conviés à prendre part à la manifestation qu'ils organisent à Paris le samedi 28 décembre et qu'ils demandent à tous les autres pays, partout où il y a des Guinéens, de choisir leur date et organiser la même manifestation pour montrer que le peuple de Guinée n'est pas satisfait », a martelé Mamadou Bano Sow à l'AG de l'UFDG. Il soutient que notre pays est sous une dictature et que c'est seulement la lutte qui pourra libérer les citoyens de ce pays. Il dit compter sur cette mobilisation annoncée par l'antenne des Forces Vives de Guinée basée à Paris pour faire entendre raison aux tombeurs d'Alpha Condé.

« Que cette manifestation retentisse comme le tonnerre qui s'abattra et mettra fin à la dictature. Évidemment, une fois de plus, nous demandons à tous les militants, à tous les citoyens, de répondre à l'appel de mobilisation lancé par les Forces vives de Guinée. Ce n'est pas quelqu'un d'autre qui viendra pour nous aider à améliorer notre situation et il me semble que ce n'est pas un secret, la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement », a-t-il déclaré à l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG, l'un des trois poids lourds de la scène politique guinéenne, avec le RPG Arc-en-ciel et l'UFR.



Interview

L'AN 1 DE L'EXPLOSION DU DÉPÔT DE CORONTHIE Les sinistrés toujours en attente de leurs indemnisations

Les sinistrés de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Coronthie, dans la commune de Kaloum, veulent rendre un hommage à leurs parents, amis et collaborateurs péris dans la nuit du 17 au 18 décembre 2023, à la suite de ce drame qui a endeuillé tout le peuple de Guinée. Pour immortaliser ces victimes, les rescapés de cet incendie souhaitent organiser une cérémonie de lecture de saint à Coronthie, à la mosquée.



L'Aigleinfos : Ce 18 décembre marque une année depuis l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum. Comment vous avez passé cette première année de ce sinistre ?

Mamoudou Cifo Kê Touré : Nous avons passé cette première année dans la tristesse. Ça a été une année de déception, nous avons subi toute sorte de soleil, pluie accompagné de gaz lacrymogènes, la prison parce que toutes les fois que nous avons réclamé une enquête, on a été réprimé. C'est un désespoir pour nous.

L'Aigleinfos : Comment se passe actuellement le quotidien de vos concitoyens, et vous-même ?

Mamoudou Cifo Kê Touré : Nous sommes sans indemnisation. Les concessionnaires continuent à travailler pour améliorer leurs chantiers et faire en sorte que leurs bâtiments renaissent de leurs cendres même sans appui des autorités, c'est ce qui se passe. D'autre part, nous avons encore des séquelles en nous. Il y a des handicapés à vie, des blessés qui sont là avec des traces sur le corps. C'est comme tout un chacun de nous. Nous avons dû être accompagnés par des psychologues mais nous continuons à vivre notre quotidien de désespoir à Coronthie.

L'Aigleinfos : Le gouvernement, des institutions internationales et autres avaient fait des promesses pour votre accompagnement. Pouvez-vous nous faire la situation de cela ?

Mamoudou Cifo Kê Touré : Nous avons reçu quelques sacs de riz et des sommes d'argent ici à Coronthie mais nous continuons à réclamer l'enquête et notre indemnisation conformément à la loi parce l'indemnisation c'était par voie de paiement financier au prorata du préjudice subi. Ce n'est pas quelqu'un qui décide à qui il donne et quand il veut. Ça obéit à une procédure, donc nous ne sommes pas encore indemnisés. Et les dons, nous les avons pas encore reçus. Quant à l'enquête, on n'en sait rien. C'est ce que nous voulons savoir. Nous ne demandons pas des indemnisations pour aller chercher des logements. Ce ne sont pas des promesses que nous demandons pour qu'ils tiennent mais que la loi soit respectée dans cette affaire. C'est tout ce que nous demandons.

L'Aigleinfos : Un an après ce drame, quel appel avez-vous à lancer aujourd'hui aux autorités ?

Mamoudou Cifo Kê Touré : Un an après, nous ne demandons pas des

miracles au gouvernement mais plutôt des choses élémentaires pour garantir leur crédibilité à savoir l'enquête, l'indemnisation et la restitution des dons aux sinistrés conformément à la loi.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui est prévu pour commémorer cette première année du sinistre de Coronthie afin d'immortaliser ces disparus ?

Mamoudou Cifo Kê Touré : Une lecture du saint Coran. Le but de la cérémonie de lecture du saint Coran est de remercier Dieu de nous avoir sauvés nous qui vivons, contrairement à ceux qui y ont perdu leurs âmes. Nous voulons le remercier de sa grâce et l'implorer encore pour protéger le quartier et ses habitants d'autres intempéries pour le repos des âmes disparues.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mamoudou Cifo Kê Touré, porte-parole des sinistrés du dépôt de carburant de Coronthie !

Mamoudou Cifo Kê Touré : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

UFDG

Souleymane Souza Konaté décrit Cellou Dalein Diallo comme l'homme providentiel pour la Guinée

Dans une tribune publiée le samedi 14 décembre 2024 dans la presse, Souleymane Souza KONATE, le président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication de Cellou Dalein Diallo décrit le chef de file de l'UFDG comme l'homme providentiel pour la Guinée.

« La Guinée, épuisée par des décennies de mauvaise gouvernance et de divisions, aspire à un renouveau. Dans ce contexte marqué par l'impasse politique, les injustices et les défis socio-économiques, une figure se dresse, imperturbable face aux tempêtes : Cellou Dalein Diallo. Symbole de résilience et de courage, il incarne la lutte pacifique contre un système qui n'a cessé de trahir les aspirations légitimes du peuple guinéen.

Cellou Dalein Diallo a affronté des épreuves que peu auraient pu surmonter. Traqué, calomnié, ses biens détruits, ses proches persécutés, et son parti vandalisé par des forces au service d'une gouvernance autoritaire, il n'a jamais fléchi. Là où d'autres

auraient succombé à la haine ou à la vengeance, il a répondu par le dialogue, la dignité et une détermination inébranlable. Ce refus de céder à la violence ou à l'amertume est la marque d'un véritable homme d'État.

Malgré les tricheries électorales, les fraudes massives, les urnes bourrées et les procès-verbaux falsifiés, Cellou Dalein Diallo a su transformer chaque injustice en une source de motivation pour continuer son combat. Plus qu'un politicien, il est un combattant infatigable pour la démocratie, un visionnaire convaincu que la Guinée peut et doit sortir de la spirale du sous-développement et de la division.

Son programme politique est un appel à l'action et à l'espoir. Cellou

Dalein Diallo propose une Guinée où l'État de droit prime, où la justice sociale et l'équité sont des réalités, et où chaque citoyen, quel que soit son origine ou son statut, peut réaliser son plein potentiel. Sa lutte contre la corruption et son engagement pour l'emploi, les infrastructures et l'éducation font de lui le leader dont la Guinée a besoin pour bâtir un avenir meilleur. Face à l'injustice, il est resté debout. Face à la répression, il est resté fort. Face aux trahisons, il a tendu la main. Cellou Dalein Diallo est plus qu'un homme politique : il est un exemple de résilience, d'intégrité et de foi inébranlable en l'avenir de son pays.

En faisant le choix de Cellou Dalein Diallo, la Guinée ne choisit pas seulement un leader. Elle choisit le renouveau. Elle choisit l'espoir d'une nation réconciliée et unie, prête à tourner la page des souffrances pour écrire une nouvelle histoire de progrès et de dignité.

Cellou Dalein Diallo, l'Invincible, est le guide dont la Guinée a besoin pour surmonter les épreuves et embrasser son destin de grandeur. », a écrit Souleymane



Souza KONATE, président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de

Communication de Cellou Dalein Diallo.

Kaba Kankoula

Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

KALOUM

Un sit-in des enseignants tué dans l'œuf, une dizaine d'entre eux blessés et d'autres arrêtés

Le centre ville de Kaloum a été le théâtre d'un sit-in dans la matinée du lundi, 16 décembre 2024. Plusieurs enseignants contractuels non retenus à la fonction publique, sont venus des préfectures environnantes de Conakry pour exprimer leur mécontentement face à la non régularisation de leur situation à la fonction publique.

Devant le ministère du Travail et de la Fonction publique, ils ont exigé leur intégration à la fonction publique tenant pour seul blocus, le ministre Faya François Bourouno.

Aussitôt dans la matinée du lundi, le sit-in des enseignants contractuels non-retenus à la fonction publique a été tué dans l'œuf.

Alors qu'ils étaient composés de femmes, jeunes et des pères de famille, ces enseignants se sont fait molester par les forces de défense et de sécurité, postées sur les lieux. « Au départ, ils ont arrêté une vingtaine d'entre nous, ensuite, ils sont venus aussi arrêter d'autres. Presqu'une cinquantaine ont déjà été arrêtés. Près d'une trentaine sont à destination inconnue. Si quelque chose arrive aux gens-là, seul le ministre du Travail et de la Fonction publique est responsable. Il avait envoyé des espions afin d'endormir la conscience. Nous avons compris ça, cette fois-ci, s'il y a négociation ça sera entre le bureau du collectif et les ministères consternés. Dès l'instant que nous sommes venus, ils n'ont pas demandé ce pourquoi nous sommes là, ils ont commencé à nous brutaliser. On a compris que ces personnes qui étaient mentalement préparées, afin de pouvoir anéantir complètement la lutte par les enseignants contractuels communaux. Mais cette lutte là comme nous sommes sur la vérité, nous n'allons jamais abandonner. Soit le



ministre démissionne de lui-même ou bien le président prend des dispositions parce que c'est lui qui est en train de salir la réputation du président, qui est en train de ternir l'image de l'éducation guinéenne», a dénoncé cet enseignant. La défense de ces enseignants est assurée par Me Paul Yomba Kourouma, avocat à la cour. Ce défenseur des droits humains s'est rendu sur les lieux pour s'imprégner

des réalités. Il dénonce à son tour, les conditions d'interpellation de ses clients et réitère sa volonté de rencontrer le président de la transition pour discuter personnellement de ce problème dont certains élèves souffrent à l'intérieur du pays. « Depuis 06H j'ai été réveillé par les enseignants contractuels. C'est une revendication de quatre mille hommes que j'avais déjà tenté de désamorcer. J'ai cherché à rencontrer même le

chef de l'Etat, et nous étions en train de chercher des issues favorables. J'ai voulu administrativement chercher à résoudre cette situation mais surtout à rencontrer le chef suprême des armées, très sensible mais qui se trouve enclavé dans son palais mais qui manque d'informations. L'heure est venue de le rencontrer pour dire que ses enfants, ont un manque à gagner parce que certains ont divorcé à cause

de soutien. Il y en a en grossesse qui ne peuvent plus retourner à N'zérékoré, Lélouma,...partout à l'intérieur du pays. Ils y a des écoles qui sont aujourd'hui fermées, les enfants sont privés d'éducation alors que leurs parents sont des éleveurs à cause de manque d'enseignants. C'est trop grave cela. Il y a de la discrimination, de la ségrégation, du mépris et je crois que l'enseignement guinéen est en train de tomber en désuétude complètement», s'est-il insurgé.

Quelle démarche envisageable pour la libération de ces enseignants ? Me Paul Yomba Kourouma annonce des actions. « Je vais de ce pas rencontrer le procureur de la république avec qui d'ailleurs j'ai parlé. Il a dû donner des instructions et pour les entendre, il faudra des jours et des mois parce qu'ils (enseignants) sont quatre mille personnes. C'est des questions de sauvegarde de la paix, de la quiétude sociale. Ils ont des besoins biologiques que le commissariat ne peut assumer et même la commune ne peut satisfaire. Nous ne suspectons personne et je pense que les officiers de police ont été saisis », a-t-il promis.

Ces enseignants restent pour l'heure à la disposition des autorités pour des auditions. Ils risquent d'être jugés pour violation de principes de manifestation de rue.

Samuel Demba. D

66ÈME SOMMET DE LA CEDEAO

Le regard critique de l'UFDG sur le communiqué final



Contacté par Africaguinee.com, Souleymane Souza Konaté, le conseiller en communication du président de l'UFDG, a réagi aux décisions issues de la 66ème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Abuja le dimanche 15 décembre 2024. « Nous avons pris connaissance du communiqué final issu de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, mais il nous paraît en décalage avec les préoccupations fondamentales de la majorité du peuple guinéen. En effet, ce communiqué fait abstraction des aspirations légitimes de notre peuple à plus de démocratie, de justice et de dignité, surtout dans un contexte marqué par les abus de la junte au pouvoir », a-t-il réagi au communiqué final de la CEDEAO sur

la Guinée.

A noter que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, dans son communiqué final, a exhorté les autorités guinéennes à poursuivre les actions en vue de la mise en œuvre de la feuille de route pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel, d'une manière inclusive et participative. Elle a par ailleurs instruit la Commission d'aider la Guinée à mobiliser auprès des partenaires les ressources financières et techniques nécessaires pour faciliter le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Il a été également demandé à la Commission de déployer une mission de haut niveau pour échanger avec les autorités et les acteurs politiques en vue de convenir des modalités de l'accélération de la feuille de route de

la transition et de la mobilisation des ressources nécessaires à cette fin. Pour ce proche de Cellou Dalein Diallo, « cette junte persiste dans sa volonté de confisquer le pouvoir à travers la violence ». Avant de dénoncer ce qu'il considère comme des restrictions graves sur les libertés fondamentales, notamment la fermeture des médias, et le non-respect des engagements pris pour transférer le pouvoir au plus tard le 31 décembre 2024. « Le non-respect des textes et principes fondamentaux de l'organisation constitue une menace pour la stabilité régionale. En tolérant de tels comportements, la CEDEAO risque d'encourager l'idée que l'accès au pouvoir ne passe plus par les urnes, avec des conséquences graves pour la démocratie et la paix dans la sous-région. Cependant, nous, forces vives, membres de l'ANAD et de l'UFDG, n'attendons rien de quiconque pour mener ce combat. Il appartient au peuple guinéen de s'organiser et de se mobiliser contre cette tentative manifeste d'instaurer une nouvelle dictature dans notre pays. Nous avons été clairs depuis le 22 avril dernier : pour nous, la transition prend fin le 31 décembre 2024. Si cette échéance n'est pas respectée, le CNRD perdra toute légitimité pour conduire la transition. Nous exigeons alors la mise en place d'une transition civile avec pour seul objectif le retour à l'ordre constitutionnel », a confié Souleymane Souza Konaté au site d'information Africaguinee.com.

Mamadou Oury

SÉNÉGAL

Déchu de son fauteuil de maire de Dakar, Barthélémy Dias conteste la décision en justice

Le bras de fer se poursuit entre le maire de Dakar et le pouvoir sénégalais. Déchu de ses fonctions sur décision du préfet vendredi 13 décembre à la suite d'une condamnation pour homicide, Barthélémy Dias a déposé deux recours contre cette décision, ce lundi 16 décembre : l'un devant la cour d'appel, l'autre devant la chambre administrative de la Cour suprême. L'intéressé revendique de pouvoir continuer à exercer ses fonctions jusqu'à ce que la justice ait tranché la question.

Bien que déchu de son poste de maire de Dakar depuis vendredi 13 décembre - après avoir déjà perdu son mandat de député une semaine plus tôt -, Barthélémy Dias avait bien l'intention de se rendre dans le quartier central de Keur Gorgui pour inaugurer la construction d'une route, ce lundi 16 décembre. Mais face au dispositif policier déployé pour bloquer la zone, celui-ci a finalement dû renoncer. Venu sur place pour lui apporter son soutien, le maire du quartier Mermoz-Sacré-Cœur, Alioune Sall, ne décolère pas : « Nous sommes dans un État de droit où il y a des règles de fonctionnement. Donc le maire

Barthélémy Dias est encore maire de la ville de Dakar au moment où je vous parle. Il a 10 jours pour introduire un recours », lance celui-ci.

« Une stratégie » destinée à « déstabiliser la gestion de la ville » de Dakar

Barthélémy Dias n'aura pas attendu la fin de ce délai : dès ce lundi, soit trois jours seulement après avoir été démis de ses fonctions par le préfet, celui-ci en a déposé deux, l'un devant la cour d'appel, l'autre devant la chambre administrative de la Cour suprême. Suspensifs, ces recours devraient lui permettre de continuer à exercer ses fonctions jusqu'à ce que la justice tranche, affirment ses soutiens.

Dans un communiqué, le service de communication de Barthélémy Dias fustige pour sa part la décision de lui retirer son mandat, condamnant « une stratégie » destinée à « paralyser » et à « déstabiliser la gestion de la ville » de Dakar. Joint par téléphone, l'intéressé dénonce quant à lui une « injustice » et une « opération de revanche politique » de la part de son ex-allié, l'actuel Premier ministre Ousmane Sonko.

RFI

AFFAIRE HABIB MAROUANE

L'épouse du journaliste enlevé interpelle le président Doumbouya

Mariama Lamarana Diallo, l'épouse du journaliste Habib Marouane Camara, enlevé dans des circonstances troublantes à Lambanyi, a cru devoir adresser une lettre ouverte au président de la transition, le général Mamadi Doumbouya dans l'espoir de retrouver sain et sauf l'administrateur du site "lerevelateur224". Lisez...



« Excellence, Général d'Armée, Mamadi Doumbouya, je ne sais pas si mon mari qui a toujours assumé avec courage et foi ses prises de position et toujours défendu ses convictions, sans jamais trembler, m'aurait permis de vous solliciter afin d'obtenir sa libération. Peu importe ! Aujourd'hui, je n'ai pas d'autre choix que de faire recours à vous, après avoir frappé à

toutes les portes, en vain, pour avoir des nouvelles de mon cher époux. Je ne supporte pas le doute de ne rien savoir de ce qu'il serait advenu de lui, ni ne peux me résigner à l'angoisse d'attendre, sans espoir ni perspective. Il n'y a rien de pire que le doute sur le sort d'un être cher à notre cœur, de plus insupportable pour une femme que l'idée que la vie de son mari, le

père de ses enfants pourrait être en danger.

Je ne peux garder le silence qui nourrit l'oubli et entretient l'indifférence.

Général

Dès lors, vous comprendrez, que c'est avec le cœur serré, l'âme en peine que je vous écris cette lettre ouverte afin de demander votre implication personnelle et active afin que Habib Marouane Camara recouvre, sans délai ni conditions, la liberté dont il est arbitrairement privé, partant, soit rétabli dans ses droits confisqués. Alors qu'il ne porte pas d'armes, ne représente aucun danger pour la société et n'a jamais fait de mal à personne, il a été arrêté dans la soirée du Mardi 03 Décembre 2024, au carrefour KPC, à Lambanyi, par des gendarmes, armés jusqu'aux dents, dans des conditions effroyables et dégradantes.

Cet acte regrettable, d'un autre âge, jure avec l'Etat de Droit et les bonnes pratiques judiciaires. Il est surtout contraire à votre engagement solennel du 5 septembre 2021, devant l'histoire, la nation, à la face du monde, de veiller à la protection des droits humains et au respect de l'intégrité et de la dignité de tout citoyen guinéen pendant tout le temps que vous aurez à exercer le pouvoir que vous veniez de prendre.

Général,

Une semaine qui paraît une éternité depuis son enlèvement, ni moi, ni nos familles, encore moins nos proches,

y compris, nos avocats, ne savons où est retenu, détenu, mon mari. Du jour funeste de son kidnapping par des agents identifiés, formellement, comme des gendarmes à maintenant, je me suis rendue, successivement, au tribunal de Dixinn, à la cour d'appel de Conakry, à la direction centrale de la Police judiciaire, au Haut commandement de la gendarmerie, dans l'espoir, chaque fois, de trouver une oreille attentive pour entendre mon cri ou de rencontrer un interlocuteur qui pourrait éclairer ma lanterne.

En désespoir de cause, il ne me reste plus que vous comme ultime recours pour savoir où se trouve mon mari et ce que l'on a comme griefs à son encontre.

Monsieur le Président

Permettez-moi, d'attirer votre haute attention à propos des risques auxquels Habib Marouane est aujourd'hui exposé. Il est soumis à un traitement qui lui impose de prendre des cachets à des heures bien déterminées. Je doute que dans les conditions actuelles qui ne lui permettent pas cela, que sa santé ne soit menacée, sa mort programmée aussi et surtout que Dieu nous en garde, qu'elle ne soit précipitée en arrivant avant l'heure. Qu'Allah nous dispense du pire !

A défaut que mon mari ne soit remis en liberté, j'espère pouvoir accéder à lui afin de m'assurer qu'il ne lui est rien arrivé, surtout, pour lui apporter les

médicaments dont il a besoin.

Monsieur le Président

Dans mon état de famille, de petits enfants sous les bras, je vis un véritable cauchemar depuis la disparition de mon mari. Vous êtes un époux et un père aussi, donc, vous connaissez les liens forts et émotionnels qui existent entre Mari et épouse, père et enfants. Mes nuits sont longues, mes journées interminables. Je suis confrontée à la fois à la peine des enfants privés de leur père et au vide de l'absence de mon mari dans la tourmente.

Je ne demande qu'à connaître la vérité pour avoir le sommeil tranquille et surtout réclame, à cor et à cri, la justice pour Habib Marouane, quoi qu'il ait pu dire ou faire dans l'exercice souvent très compliqué du métier de journaliste qui le passionne, dont il a fait un sacerdoce, l'engagement de sa vie. Je persiste à croire que la justice comme vous l'avez promis reste la boussole, l'Etat de Droit, à notre époque, est incontournable.

Monsieur le Président,

Dans l'espoir que vous entendrez mon cri de cœur et serez sensible à la détresse d'une femme guinéenne, je vous prie de recevoir mes salutations sincères », a Mariama Lamarana Diallo, épouse de Habib Marouane Camara

Kaba Kankoula

OGP

Limogé de son poste de DG, Mandian Sidibé reste reconnaissant au président Doumbouya

Le samedi 14 décembre 2024, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya a démis de ses fonctions de directeur général de l'OGP (Office Guinéen de Publicité), le journaliste Mandian Sidibé, qui dans son message d'adieu, a fait part de sa gratitude à l'endroit de l'actuel locataire du Palais Mohammed V.



« Lorsqu'on est nommé à un poste, il faut naturellement s'attendre à son départ, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre. Pendant que se referme cette page de mon passage à la tête de l'Office Guinéen de Publicité (OGP), qui aura duré trois ans, jour pour jour, je tiens, particulièrement, à exprimer toute ma gratitude à son Excellence le Général Mamadi Doumbouya, Président de la République, Président du CNRD et Chef Suprême des Forces Armées Guinéennes. Au demeurant, faut-il avouer que si je

suis revenu au bercail et me suis mis à sa disposition, c'est parce que je crois profondément et fermement en sa vision exemplaire pour la Guinée et les Guinéens. Mon admiration pour Son Excellence le Général Mamadi Doumbouya et ma détermination à lui rester fidèle et loyal sont inébranlables. Parmi des millions de Guinéens, le Général Mamadi Doumbouya m'a mis à ce poste depuis le 15 décembre 2021, alors que quelques jours avant sa prise de responsabilité, le 05 septembre de

la même année, j'étais contraint à l'exil. Ceci est une marque de confiance et d'estime que ma famille biologique et moi-même ne saurions jamais oublier. Jamais !

Je voudrais profiter de ces mots de reconnaissance et de remerciements à l'endroit de Son Excellence Monsieur le Président de la République pour dire merci à la famille de l'OGP, à laquelle j'appartiendrai à jamais.

Du Conseil d'Administration aux autres parties-prenantes, notamment nos tutelles et les partenaires de l'OGP, en passant par le personnel et le syndicat, je présente mes sincères excuses pour les désagréments involontaires à eux infligés durant mon séjour. Avec tout ce beau monde, nous avons su former une famille, qui a connu des hauts et des bas. Toute chose a une fin. Ainsi, en a décidé notre Créateur. Merci à tous et à chacun. Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens. Je reste au garde-à-vous pour vous, mon Général ! », a écrit Mandian Sidibé, le désormais ancien DG de l'OGP.

Kéfina Diakité

RAPATRIEMENT DES SIERRA-LÉONAIS

Le sujet d'invite à l'UFR de Sidya Touré

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'Union des forces républicaines (UFR), qui s'est tenue samedi 14 décembre 2024 à son siège national à Matam, dans la commune du même nom, le rapatriement des Sierra-Léonais déguerpis des zones criminogènes a été parmi les sujets abordés par les cadres du parti dirigé par l'ancien Premier ministre Sidya Touré. Dans son intervention de circonstance, le secrétaire général de la jeunesse de l'UFR, Mouctar Kalissa, a déclaré ceci : « Nous avons vu les conditions dans lesquelles des êtres humains, des frères et des sœurs ont été ramassés ici, leurs objets brûlés et ils les ont mis dans des camions militaires pour les retourner chez eux. Leur retirer des sommes colossales, les renvoyer chez eux. Ça ne se fait pas, humainement ça ne se fait pas. Cela peut créer un incident diplomatique. Des situations comme ça voici comment l'UFR va réagir ? Nous allons interpeller l'ambassadeur de la Sierra Leone en Guinée pour dire qu'à partir de l'instant nous imposons des cartes de séjour à tous les ressortissants Léonais résidents en Guinée. Une carte va coûter 60.000 fg que chacun va payer à la fin de chaque mois pour renouveler sa carte. C'est une manière de renflouer les caisses de l'Etat. Comme ça, on va régulariser tous les Léonais résidents en Guinée à travers

les cartes de séjour, tout en renforçant les services de sécurité pour la surveillance, c'est tout »

Il s'est par ailleurs demandé pourquoi humilier ses semblables. « Vos semblables, vous les ramassez en brûlant tous leurs biens et vous les mettez dans des camions militaires pour les ramener chez eux. C'est quelque chose qui ne se fait pas. Imaginez, quand on fait ça aux Guinéens, est-ce que cela va vous plaire ? Sur la route de l'exil de Nicaragua, il y a plus de 5000 Guinéens qui ont fui le pays à cause de la souffrance, la galère, le kidnapping et autres », a-t-il martelé.

A propos de ces opérations de démantèlement des zones criminogènes de Conakry, Mouctar Kalissa dira ceci : « il y a des délinquants partout mais est-ce qu'ils ont pu mettre la main sur les délinquants qu'ils recherchent lorsqu'ils rapatriaient ces Léonais ? Je dirai non! Aucun délinquant, aucun grand bandit parmi eux.. Ils ont rapatrié les frères Léonais dans des conditions inhumaines. Il paraîtrait qu'on aurait même brûlé leurs biens au quartier Teminetaye au point de faire appel aux sapeurs-pompiers pour circonscrire le feu qui dégénérait. Ce sont des gens qui travaillent dur pour gagner leur vie, ils n'aiment pas tricher. Ceux-là ne vont jamais oublier le pouvoir du CNRD ».

Comme on le voit donc, certains acteurs politiques et les autorités de la transition n'ont pas la même lecture de cette campagne de déguerpissement.

Kéfina Diakité

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

TRIBUNE

Le cirque ambulante de la transition (Par Tierno Monénembo)

Il vaudrait peut-être mieux supprimer le mot transition du vocabulaire africain. C'est un mot indécent que d'ailleurs plus personne n'ose prononcer, un canular, un spectacle de mauvais goût qui entraîne le cauchemar partout où il se produit.



A Bamako, à Conakry, à Ouagadougou comme à Niamey, on ne veut plus entendre parler de droits de l'homme, de démocratie ou de calendrier électoral. C'est la normalisation, le retour en fanfare du pouvoir kaki comme aux belles heures de Mobutu et de Bokassa.

Nos hommes en képi ont donné au cours des choses un gros coup de massue. C'est le black-out. Sonnées, les forces politiques et les organisations des droits de l'homme vacillent entre la fureur et la résignation alors que la communauté internationale fait

semblant de regarder ailleurs. C'est le nouvel âge d'or des généraux de salon et des maréchaux de pacotille.

Nos nouveaux despotes peuvent sans retenue manier les ciseaux et brandir la trique. Ils rivalisent dans la répression et dans la censure comme les boxeurs rivalisent sur le ring. En Guinée, on ne sait toujours pas ce que sont devenus Foninké Mengué et Billo Bah.

Au désarroi des familles, aux inquiétudes des citoyens et des organisations des droits de l'homme, Mamadi Doumbouya n'a qu'une seule réponse : le silence. Un silence d'autant cruel et insupportable que l'ancien secrétaire général des mines, Saadou Nimaga et le journaliste Habib Marouane Camara ont disparu à leur tour. Il règne en ce moment à Conakry une atmosphère de terreur où personne ne sait où il finira la nuit : dans une tombe, dans une cellule de prison ou dans le mystère de la volatilisation ?

Au Mali voisin, où les choses semblaient mieux corsées, c'est la dérive depuis que l'armée s'est dissociée du mouvement M5 (le Rassemblement des Forces Patriotiques qui incarnait l'opposition au régime d'Ibrahima Boubacar Keïta) pour naviguer en solitaire. Le 23 novembre dernier,

la licence de la chaîne privée Joliba TV a été retirée par la Haute Autorité de la Communication. Pourquoi d'après vous, cette chaîne très prisée du public malien a été soumise à la diète de l'écran noir ? Pour une raison que l'on dirait rocambolesque si l'on n'était pas en Afrique.

Tenez, le 10 novembre dernier, dans son émission « Rendez-vous des idées », un invité avait remis en cause la tentative de déstabilisation survenue au Burkina-Faso, la qualifiant de « mise en scène ». C'est ce banal incident-là qui a déclenché les foudres de Jupiter sur Joliba TV. Le plus ridicule, c'est que la sanction ne vient même pas du Mali. C'est Ouagadougou qui l'a demandée et obtenue. Comme quoi nos chefs n'ont pas que l'esprit militaire, ils ont aussi l'esprit de clan. Ceci dit, la main dure d'Assimi Goïta ne frappe pas que les médias, elle frappe les hommes politiques aussi. Pour avoir tenu une réunion non autorisée, onze chefs de partis politiques ont été détenus près de 5 mois sans jugement.

Au Niger, alors que l'ancien président Bazoum reste maintenu en détention dans des conditions inhumaines et sans aucune perspective de procès, on apprend l'arrestation de Moussa Tchangari, une figure illustre de la société

civile. Nul ne sait vers quelle destination Moussa Tchangari a été conduit, mais tout le monde connaît les raisons de son arrestation : son soutien inconditionnel au président Bazoum et ses critiques acerbes et répétées contre la dictature militaire.

Ne parlons pas du Burkina Faso où, comme le dit si bien le journaliste Agnès Faivre, « depuis le putsch du capitaine Traoré, enlèvements, détentions, tortures et enrôlements forcés dans l'armée, l'appareil répressif est bien huilé. »

Tous ces gradés nourrissent le même dédain pour la démocratie et pour les droits de l'homme, mais l'honnêteté nous oblige à dire qu'ils ne traitent pas leurs opposants de la même manière. Un ami membre des 11 anciens prisonniers maliens m'a confié au téléphone que leurs conditions de détention étaient plutôt confortables (télé, clim, frigo, coin sport, repas venu de la maison, etc.).

En Guinée, ils seraient tous à l'article de la mort comme le sont aujourd'hui Ibrahima Kassory Fofana et Damaro Camara, ancien premier ministre et ancien président de l'assemblée nationale sous le régime d'Alpha Condé.

Tierno Monénembo

TRANSITION CNRD

Ce que Dr Faya Millimouno du BL reproche à la CEDEAO

Le dimanche 15 décembre 2024, le 66ème Sommet ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO), s'est tenu à Abuja (Nigeria). Un sommet au terme duquel il a été demandé aux autorités guinéennes d'accélérer le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Ce qui a fait réagir Dr Faya Millimouno du BL en rappelant que le bloc régional avait pourtant signé en 2022 un accord avec le régime de Conakry pour la fin de la transition au 31 décembre prochain.

Interrogé lundi 16 décembre 2024 par Africaguinee.com, Dr. Faya Mlimouno, chef de file du Bloc libéral a réagi à cette actualité. Il accuse la CEDEAO de se rendre complice du CNRD comme elle l'avait fait lors du 3ème mandat du

professeur Alpha Condé.

« Dans son intervention, la Cédéao devait commencer par demander des comptes au CNRD et au gouvernement parce que nous sommes à deux semaines de la fin de cette période transitoire en Guinée. Le fait d'avoir manqué de demander des comptes signifie qu'elle se rend complice comme elle l'a fait pour le troisième mandat d'Alpha Condé, le troisième mandat d'Alassane Ouattara, etc. C'est exactement ce comportement téléguidé des intérêts étrangers de la Cédéao qui fait qu'aujourd'hui, on déplore la sortie de trois pays, dont la superficie est supérieure à celle des autres pays membres qui restent dans la Cédéao », a confié Dr Faya Millimouno à Africaguinee.com.

« Ce qu'ils disent, c'est juste un

langage diplomatique. La Cédéao ne fera absolument rien... », a-t-il martelé. Pour lui, c'est aux Guinéens de comprendre qu'ils ont la responsabilité de ne pas laisser le pays basculer dans la violence. « Et pour cela, au CNRD d'abord, de changer d'attitude, parce qu'il y a trop de fuite en avant. Il y a trop d'assurance. La Guinée n'est pas une propriété privée du CNRD. La Guinée est une République. Le CNRD a été toléré d'arriver à la tête du pays au prix de beaucoup de morts pour mettre fin à une situation qu'ils ont reproduite. Parce que, ce qu'on a vécu avec Alpha Condé, ils sont venus changer. Aujourd'hui nous sommes dans un tableau qui est d'ailleurs pire que ce qu'on avait vécu avec Alpha Condé », dira Dr Faya Millimouno, favorable à une renégociation de la deuxième phase de cette période transitoire. « Cela va permettre la mise en place d'un gouvernement d'union nationale de mission. Et ce gouvernement aura la mission de conduire le pays à un retour à l'ordre constitutionnel »



Kaba Kankoula

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

SYRIE

Le chef des rebelles au pouvoir réclame la levée des sanctions internationales

Ahmed al-Chareh estime que cette mesure permettra le retour des réfugiés au pays. En treize ans de guerre civile, les restrictions économiques pour faire pression sur le régime syrien se sont accumulées et pèsent sur le quotidien des civils.



Lors d'un entretien lundi avec une délégation de diplomates britanniques, Abou Mohammed al-Joulani (Ahmed al-Chareh, de son vrai nom), le chef de la coalition dominée par des islamistes qui a pris le pouvoir en Syrie, a « souligné la nécessité de lever toutes les sanctions imposées à la Syrie afin de permettre le retour des réfugiés syriens dans leur pays ». Selon lui, cette mesure est cruciale pour permettre le retour des millions de personnes qui ont fui le pays. Depuis treize ans, la Syrie est soumise à un régime sévère de sanctions internationales prises en réponse à la répression du régime contre les civils

par l'Union européenne, les États-Unis, la Ligue arabe, mais aussi des pays comme le Canada, l'Australie ou la Suisse.

Treize ans de restrictions économiques. Ainsi outre l'interdiction d'exporter des armes vers la Syrie, depuis 2011, l'UE a sanctionné 289 individus et 70 entités, parmi lesquels des membres du gouvernement, des hommes d'affaires influents et des entités soutenant le régime en gelant leurs avoirs et en leur interdisant de pénétrer sur le territoire de l'UE. La Syrie ne peut pas non plus importer des équipements et des technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression

interne. Les sanctions visent aussi des secteurs économiques profitables au régime, comme celui du pétrole, qui représentait environ 20% du PIB avant-guerre : interdiction d'importer du pétrole syrien et d'investir dans l'industrie pétrolière du pays.

Les États-Unis ont également adopté des sanctions sévères depuis 2011. Au-delà du gel des avoirs du gouvernement syrien et de ses partisans et d'un embargo pétrolier, aucun produit ou service ne doit sortir du territoire américain ou être issu d'entreprises américaines à destination de la Syrie.

La Ligue arabe a aussi rapidement gelé les actifs du régime et interdit les investissements des États membres en Syrie. Puis le Canada, l'Australie et la Suisse ont pris des sanctions économiques et financières contre le régime. Le Canada a interdit toute importation de biens depuis la Syrie, ainsi que l'exportation de produits de luxe vers le pays, les services financiers en lien avec la Syrie et tout investissement dans le pays.

De son côté, l'ONU n'a pas pris de sanction contre le régime syrien. Plusieurs projets de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en ce sens ont été rejetés après les véto de la Chine et de la Russie.

En 2019, les États-Unis ont encore resserré l'étau avec le « Caesar Syria Civilian Protection Act » (Loi César) qui prévoit des sanctions contre toute entreprise ou individu collaborant avec le gouvernement syrien, en particulier dans les secteurs militaire, commercial,

de la construction, de l'énergie et de l'ingénierie. Cette loi interdit les transactions avec des entreprises tierces commerçant avec la Syrie.

Censées faire pression sur le régime en l'asphyxiant économiquement, ces sanctions ont aussi rendu la vie des Syriens encore plus difficile : les pénuries sont fréquentes et les prix ont flambé. Car même si elles ne concernent pas les biens humanitaires et ne ciblent pas officiellement les produits alimentaires, de première nécessité, ainsi que les produits médicaux et sanitaires, dans la réalité, ces restrictions compliquent sérieusement les exportations, par exemple de médicaments ou de matériel hospitalier vers la Syrie.

Après les déclarations, l'UE attend « des actes »

La chute de Bachar el-Assad signet-elle la fin de ces sanctions ? La situation reste complexe. Car le groupe rebelle qui a renversé le président syrien Bachar el-Assad, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), fait lui-même l'objet de sanctions et est considéré comme une organisation terroriste par les Nations unies, tout comme son chef Ahmed al-Chareh. Malgré les propos rassurants du nouvel homme fort de Damas, la prudence reste de mise.

Depuis quelques jours, les diplomaties occidentales font montre de bienveillance à l'égard de la nouvelle Syrie. Washington a annoncé des « contacts directs » avec le HTS, mais le groupe figure toujours sur la liste des organisations terroristes.

En visite à Damas dimanche, l'envoyé

de l'ONU Geir Pedersen a déclaré, sans donner plus de détails : « Nous pouvons espérer une fin rapide des sanctions afin que nous puissions voir un ralliement autour de la construction de la Syrie ».

Mardi, le drapeau tricolore a été hissé sur le siège de l'ambassade de France à Damas, fermée depuis 2012, à l'occasion de l'arrivée dans la capitale de l'envoyé spécial français pour la Syrie, rapporte notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh. « La France se prépare à être aux côtés des Syriens », a assuré Jean-François Guillaume.

Malgré ces déclarations, côté européen, la levée des sanctions n'est pas pour tout de suite, a prévenu Kaja Kallas lundi, lors d'une réunion avec les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept à Bruxelles. La responsable de la diplomatie européenne a fixé un certain nombre de conditions préalables, dont la protection des minorités et des droits des femmes au sein d'un gouvernement qui désavoue l'extrémisme religieux. « L'une des questions est de savoir si nous sommes en mesure, à l'avenir, d'envisager l'adaptation du régime de sanctions. Mais ce n'est clairement pas la question d'aujourd'hui, mais plutôt celle de l'avenir, lorsque nous aurons constaté que les mesures prises vont dans la bonne direction », a déclaré Kaja Kallas lors d'une interview à l'agence Reuters. Pour l'instant, a-t-elle ajouté, le HTS les déclarations du HTS « vont dans le bon sens », mais le groupe serait jugé sur ses actions.

RFI

FRANCE

À Mayotte, la crise du logement a aggravé le bilan du cyclone Chido

Les images de Mayotte après le passage du cyclone montrent un habitat dévasté. De fait, sur l'île au moins 4 habitations sur 10 sont des constructions précaires. Le déficit de logements explique en grande partie cette situation.

Tôles tordues, planches empilées, tissus éparpillés... Les images de Mayotte évoquent la désolation. Lundi, le préfet de l'île expliquait s'attendre à plusieurs centaines de victimes. C'est en partie parce que sur l'île, au moins 4 habitations sur 10 sont des constructions précaires, selon les statistiques de 2017 de l'Agence régionale de santé. Un habitat précaire fait de cases construites plus ou moins en dure, dans des zones dites en « aléas forts », « très en pente, au bord de ravins, le long de cours d'eau. Des endroits qui ne devraient pas être constructibles », souligne Marie-Madeleine Salvanes architecte, qui a travaillé sur la réhabilitation individuelle et urbaine à Mayotte. Des habitations qui n'avaient que peu de chance de résister à la violence inédite du cyclone Chido.

Ces constructions sont très nombreuses du fait d'un manque ancien d'habitations sur l'île. Le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2018-2023, faisait état d'un besoin d'environ 8 000 logements locatifs sociaux à horizon 2025 pour les seules

communes soumises à obligation. Si des programmes de réhabilitation de certains habitats et de construction de nouveaux logements existent, la fondation Abbé Pierre estime que les réponses publiques et les dispositifs d'intervention existants sont encore « insuffisants » et « inadaptés ».

Un tiers des habitants vit dans un bidonville

De fait, à Mayotte, un tiers des 320 000 habitants vivrait dans ces cases et bidonvilles. La pression migratoire est pointée du doigt par un certain nombre d'acteurs politiques, notamment le Rassemblement national. Sa présidente de groupe à l'Assemblée nationale Marine Le Pen, en visite sur l'île en avril, dénonçait « le chaos [qui] s'est installé » en raison de l'immigration clandestine et de l'insécurité. Cependant, sur le terrain, chercheurs et personnalités de la société civile pointent bien d'autres raisons à cette situation de tension du secteur du logement. « Mayotte est une fabrique de sans-papiers et donc de bidonville, affirme cette activiste qui préfère rester anonyme. Un certain nombre de migrants n'ont pas de titre de séjour alors qu'ils pourraient y

prétendre, d'autres en ont mais ils ne leur confèrent pas le droit de travailler. Ils se retrouvent contraints à vivre dans ces bidonvilles. » Une chercheuse spécialiste des questions d'urbanisme sur l'île met également en avant « la volonté du politique de ne pas conforter les bidonvilles » et donc de ne « pas sécuriser l'habitat existant ».

En avril 2023, l'opération Wuambushu orchestrée par le ministère de l'Intérieur est lancée. Elle vise à expulser les personnes en situation irrégulière et à détruire les bidonvilles. Mais dans le cadre de leur destruction en application d'un arrêté pris selon la loi Elan, l'État a l'obligation de proposer à chaque occupant une offre de relogement adaptée. « Fatima, Zaïnabou, Daoud, des personnes titulaires de titres de séjour ou de nationalité française n'ont pas été relogées décembre », met en avant Maître Marjane Ghaem qui défend des victimes d'expulsion à Mayotte.

L'avocate insiste : la vie dans ces habitations informelles ne concerne pas que des personnes en situations irrégulières. « Il y a une part assez importante de personnes de nationalité française, de personnes titulaires d'une carte de 10 ans ou de titre de séjour pluriannuel, qui travaillent qui n'ont pas accès à une offre de logement social qui serait adaptée », insiste-t-elle. Plus de 70% de la population à Mayotte vit avec moins de 3 200 euros par an et le SMIC y est inférieur au



montant versé en métropole. Le taux de pauvreté et les loyers, très élevés, ne permettent pas, même à des familles qui travaillent, de se loger de manière décente, expliquent plusieurs acteurs de terrain. « Elles n'ont donc guère d'autres choix en réalité, que de construire une case dans un quartier informel », conclut Marjane Ghaem.

Après le passage du cyclone, plusieurs milliers de personnes se retrouvent donc sans habitation. Leur relogement va être une question

centrale ces prochaines semaines. Les différents acteurs s'interrogent. Va-t-on donner des titres de séjour pour la métropole aux personnes qui peuvent y prétendre ? Les projets de construction et de réhabilitation vont-ils être accélérés ? Certains s'inquiètent de reconduites à la frontière. Déjà, des coups de marteaux se font entendre sur l'île, les habitants des quartiers précaires tentant de se rebâtir un toit.

RFI

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*